

PAR COURRIEL

Québec, le 18 septembre 2023

Madame,

Nous donnons suite à votre demande d'accès, reçue le 28 août 2023, afin d'obtenir le ou les documents suivants :

« [...] sa vente à été autorisé en juillet 2023.
Une lettre d'autorisation de la ministre responsable accompagne la transaction

J'aimerais connaître le contenu de cette lettre et savoir si des conditions ont été posées aux nouveaux propriétaires privés...pour la location des unités et les subventions »

Après analyse, nous accédons à votre demande. Vous trouverez les renseignements demandés en pièce jointe.

... 2

Conformément à l'article 51 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1), nous vous informons que vous pouvez demander la révision de cette décision auprès de la Commission d'accès à l'information. Vous trouverez ci-joint une note explicative à ce sujet.

Nous vous prions d'agréer, Madame, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Responsable de l'accès aux documents et de
la protection des renseignements personnels,

(Original signé)

FADI GERMANI

N/Réf. : 2023-2024-26

RLRQ, chapitre A-2.1

LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

51. Lorsque la demande est écrite, le responsable rend sa décision par écrit et en transmet copie au requérant et, le cas échéant, au tiers qui a présenté des observations conformément à l'article 49.

La décision doit être accompagnée du texte de la disposition sur laquelle le refus s'appuie, le cas échéant, et d'un avis les informant du recours en révision prévu par la section III du chapitre IV et indiquant notamment le délai pendant lequel il peut être exercé.

1982, c. 30, a. 51; 2006, c. 22, a. 28.

Avis de recours

À la suite d'une décision rendue en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

Révision par la Commission d'accès à l'information

a) Pouvoir :

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision. La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante:

Québec	525, boul. René-Levesque Est Bureau 2.36 Québec (Québec) G1R 5S9	Tél. : 418 528-7741 Numéro sans frais 1 888 -528-7741	Télec. : 418 529-3102
Montréal	500, boul. René Lévesque Ouest Bureau 18.200 Montréal (Québec) H2Z 1W7	Tél. : 514 873-4196 Numéro sans frais 1 888 -528-7741	Télec. : 514 844-6170

b) Motifs :

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais :

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La Loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).



Québec, le 6 juin 2023

Habitations Huma-Loge, société immobilière solidaire
Représenté par M. Olivier Loyer
5700, rue Saint-Louis
Lévis (Québec) G6V 4E5

Objet : Demande d'autorisation d'aliénation - N° Projet : ACL-00127
50-52, Côte du Passage à Lévis (lot 2 433 292 du cadastre du Québec)

Monsieur,

À la suite de la réception de la demande d'autorisation pour aliéner l'immeuble identifié en objet appartenant à l'organisme à but non lucratif Habitations Huma-Loge, société immobilière solidaire, conformément aux dispositions de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, chapitre C-38), la soussignée consent à ce que vous procédiez à l'aliénation de l'immeuble.

Celle-ci devra être conclue en faveur de Grégory Viel, Jean Sébastien Bergeron et Pierre-David Bergeron, pour un prix de 345 000 \$, à la condition suivante :

- Que le produit de la vente de l'immeuble, déduction faite des charges le grevant, des frais relatifs à l'immeuble et des frais relatifs à la vente, soit utilisé pour la réalisation des travaux majeurs requis dans un autre immeuble détenu par Habitations Huma-Loge, société immobilière solidaire, sis au 2190, chemin du Fleuve, à Lévis.

...2

La présente lettre annule et remplace l'autorisation transmise le 6 avril 2023.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

La ministre,

FRANCE-ÉLAINE DURANCEAU